



# **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2026-06/DCSE/BPE/IC du 04 février 2026  
portant enregistrement de la demande de la société PLAINE DE FRANCE ENERGIE relative à  
la modification des conditions d'exploitation de l'installation de méthanisation qu'elle  
exploite au lieu-dit « La Crouillère » à Marchémoret (77230), la création d'une lagune  
déportée sur le territoire de la commune de Villeneuve-sous-Dammartin (77230) et  
l'épandage du digestat produit par cette installation sur des terres agricoles**

**VU** les parties législatives et réglementaires du Code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-24 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

**VU** le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien LIME, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

**VU** le décret du président de la République en date du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, Préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2021/45/DCSE/BPE/IC du 24 septembre 2021 portant enregistrement de la demande de la SAS Plaines de France Energie pour l'exploitation d'une installation de méthanisation au lieu-dit « La Crouillère » sur le territoire de la commune de Marchémoret (77230) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/083 du 26 mai 2025 portant mise à disposition du public du 24 juin 2025 au 22 juillet 2025 du dossier déposé par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE relatif aux modifications des conditions d'exploitation d'une installation de méthanisation qu'elle exploite au lieu-dit « La Crouillère », sur le territoire de la commune de Marchémoret (77 230), la création d'une lagune de digestat à Villeneuve-sous-Dammartin et à la modification du plan d'épandage des digestats ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/133 du 1<sup>er</sup> septembre 2025 portant mise à disposition du public du 29 septembre 2025 au 27 octobre 2025 dudit dossier de demande d'enregistrement déposé par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE, considérant que certaines mesures de publicité lors de précédente consultation du public ne sont pas intervenues conformément à l'ensemble des modalités prévues par l'article R. 512-46-13 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/163 du 23 octobre 2025 de prolongation du délai d'instruction dudit dossier de demande d'enregistrement déposé par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°25/BC/095 du 7 novembre 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien LIME, secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne et organisant sa suppléance;

**VU** le dossier de demande d'enregistrement déposé le 28 octobre 2023, complété les 9 mars 2024, 7 mai 2024, 2 septembre 2024, 1<sup>er</sup> avril 2025 et 26 mai 2025 par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE auprès de l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France, relative aux modifications des conditions d'exploitation d'une installation de méthanisation qu'elle exploite au lieu-dit « La Crouillère » sur le territoire de la commune de Marchémoret (77130) la création d'une lagune de digestat à Villeneuve-sous-Dammartin et à la modification du plan d'épandage des digestats ;

**VU** les courriers préfectoraux du 28 mai 2025 de transmission dudit dossier aux communes de Marchémoret et de Villeneuve-sous-Dammartin où les installations sont projetées, ainsi qu'aux communes de Lagny-le-Sec, Le Mesnil-Amelot, Longperrier, Moussy-le-Neuf, Moussy-le-Vieux, Plailly, Saint-Witz, Survilliers, Thieux, Villeron, Montgé-en-Goële, Rouvres et Saint-Mard pour l'avis de leurs conseils municipaux,

**VU** les courriers préfectoraux du 3 septembre 2025 de retransmission dudit dossier aux communes de Marchémoret et de Villeneuve-sous-Dammartin où les installations sont projetées, ainsi qu'aux communes de Lagny-le-Sec, Le Mesnil-Amelot, Longperrier, Moussy-le-Neuf, Moussy-le-Vieux, Plailly, Saint-Witz, Survilliers, Thieux, Villeron, Montgé-en-Goële, Rouvres et Saint-Mard pour l'avis de leurs conseils municipaux,

**VU** l'avis transmis par courrier électronique du 20 juin 2025 du conseil municipal de la commune de Rouvres sur la demande d'enregistrement présentée par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE ;

**VU** l'avis transmis par courrier électronique du 26 juin 2025 du conseil municipal de la commune de Thieux sur la demande d'enregistrement présentée par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE ;

**VU** l'avis transmis par courrier électronique du 1<sup>er</sup> juillet 2025 du conseil municipal de la commune de Saint-Mard sur la demande d'enregistrement présentée par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE ;

**VU** l'avis transmis par courrier électronique du 2 juillet 2025 du conseil municipal de la commune de Moussy-le-Vieux sur la demande d'enregistrement présentée par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE ;

**VU** l'avis transmis par courrier électronique du 8 juillet 2025 du conseil municipal de la commune de Moussy-le-Neuf sur la demande d'enregistrement présentée par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE ;

**VU** l'avis transmis par courrier accusé réception le 9 juillet 2025 par la DRIEAT du conseil municipal de la commune de Marchémoret sur la demande d'enregistrement présentée par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE ;

**VU** l'avis transmis par courrier électronique du 27 octobre 2025 du conseil municipal de la commune de Longperrier sur la demande d'enregistrement présentée par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE ;

**VU** le courrier électronique du 3 novembre 2025 par lequel la commune de Marchémoret a transmis le registre de consultation du public, clos le 28 octobre 2025 sur lequel n'apparaît aucune observation du public ;

**VU** l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des communes de Lagny-le-Sec, Le Mesnil-Amelot, Plailly, Saint-Witz, Survilliers, Villeron et Montgé-en-Goële,

**VU** les contributions transmises à la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France, dans le cadre de la consultation du public précitée ;

**VU** le courrier électronique du 6 novembre 2025 par lequel la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE a été informée des questions et observations émises au cours de la consultation et a été invitée à apporter ses réponses ;

**VU** le courrier électronique du 17 novembre 2025 par lesquels la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE a transmis son mémoire en réponse aux questions et observations émises au cours de la consultation ;

**VU** le rapport n° E/26-0085 du 15 janvier 2026 de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France, statuant sur la demande d'enregistrement présentée par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE ;

**VU** le rapport n° E/25-1260 du 27 mai 2025 de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France portant avis de recevabilité de la demande précitée de la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE pour la mise à disposition de celle-ci pour la consultation du public et des conseils municipaux intéressés ;

**VU** l'absence d'observation de la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE sur le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2021 susvisé, délivré à la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE, a autorisé :

- l'exploitation d'une installation de méthanisation agricole située au lieu-dit « La Crouillère » sur le territoire de la commune de Marchémoret (77230) au titre de la rubrique n° 2781-2 (méthanisation d'autres déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour une capacité de traitement de 81,8 tonnes/jour ;
- la diversification des sources d'approvisionnement ;
- l'épandage des digestats produits par cette installation sur des terres agricoles, dans le cadre d'un plan d'épandage ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de méthanisation comprend actuellement les éléments suivants :

- Un bureau et un garage ;
- 3 silos de stockage des intrants de 7 200 m<sup>3</sup>
- Un pont bascule ;
- Une trémie d'incorporation et un système de prémix ;
- 2 cuves d'intrants liquides de 60 m<sup>3</sup> ;
- 2 digesteurs de 3 348 m<sup>3</sup> ;
- 1 cuve de stockage des digestats liquides de 5 284 m<sup>3</sup> ;
- 1 local technique pour la méthanisation ;
- 1 plateforme de stockage des digestats solides de 183 m<sup>3</sup> ;
- 1 épurateur du biogaz ;
- 1 chaudière ;
- 1 torchère ;
- 1 transformateur électrique ;
- 1 post d'injection du biogaz ;
- 1 bassin de rétention des eaux pluviales et d'infiltration de 920 m<sup>3</sup> ;

- 1 bassin de décantation : 160 m<sup>3</sup> + 480 m<sup>3</sup> de volume tampon ;
- 1 réserve incendie de 240 m<sup>3</sup> ;
- 1 rétention par talutage de: 5 750 m<sup>3</sup> ;
- 1 clôture, 1 portail d'accès et 1 zone d'attente poids lourds.

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification de la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE, objet de la demande d'enregistrement susvisée, porte sur :

- l'augmentation de la capacité de traitement de l'installation, pour la porter à 99,9 tonnes/jours ;
- l'ajout d'une fosse septique pour la collecte des eaux usées sanitaires ;
- l'ajout d'une plateforme de stockage des intrants de 2 400 m<sup>2</sup> ;
- l'agrandissement du bassin de rétention des eaux pluviales et d'infiltration pour porter son volume à 1 200 m<sup>3</sup>,
- l'ajout de 2 lagunes de stockage des digestats liquides :
  - Lagune sur le site du méthaniseur à Marchemoret : 6 654 m<sup>3</sup> ;
  - Lagune déportée à Villeneuve-sous-Dammartin : 14 358 m<sup>3</sup> ;
- l'ajout d'une unité de valorisation du CO<sub>2</sub> (2 cuves + 1 unité de liquéfaction)

**CONSIDÉRANT** que les intrants admis sur le site de méthanisation sont les suivants :

- déchets végétaux et autres sous-produits d'origine végétale: 35 500 tonnes/an,
- biodéchets alimentaires hygiénisés : 900 tonnes/an ;

**CONSIDÉRANT** que la production annuelle de digestats liquides est de 22 500 m<sup>3</sup> et de 5 600 t/an de digestats solides ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de méthanisation produira en moyenne 400 Nm<sup>3</sup>/h de biogaz, soit 9 600 Nm<sup>3</sup>/j ;

**CONSIDÉRANT** que le plan d'épandage des digestats totalise une surface épandable de 1 307 ha ;

**CONSIDÉRANT** que les parcelles concernées par l'épandage, mises à disposition par 6 exploitations agricoles, sont situées sur les territoires des communes de Lagny-le-Sec, Longperrier, Marchemoret, Le Mesnil-Amelot, Moussy-le-Neuf, Moussy-le-Vieux, Plailly, Saint-Witz, Survilliers, Thieux, Villeneuve-sous-Dammartin, Villeron

**CONSIDÉRANT** que l'installation de la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781-2-b de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement (installations classées pour la protection de l'environnement) et de la rubrique 2.1.5.0 (régime de la déclaration) de la loi sur l'eau (article R. 214-1 du Code de l'environnement) ;

**CONSIDÉRANT** que dans la demande d'enregistrement susvisée, la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE ne sollicite aucun aménagement des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 précité ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard de ses caractéristiques, plus particulièrement de l'implantation d'une lagune déportée de stockage du digestat d'un volume total de 14 358 m<sup>3</sup> (12 922 m<sup>3</sup> de volume utile), sur une parcelle cadastrale externe au site de l'installation de méthanisation, le projet de la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE constitue une modification substantielle au sens de l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement, nécessitant un nouvel enregistrement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de demande d'enregistrement la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE est déposé complet et régulier en date du 26 mai 2025 ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions prises par la PLAINES DE FRANCE ENERGIE pour limiter tout risque d'accident ou de pollution ;

**CONSIDÉRANT** que la nouvelle lagune déportée permettra d'entreposer le digestat au plus près des parcelles d'épandage et d'augmenter les capacités de stockage et d'entreposer le digestat ; le volume utile de cette lagune s'ajoutera au volume utile de 5 545 m<sup>3</sup> de la lagune à créer sur le site de l'installation de méthanisation et au volume utile de 5 119 m<sup>3</sup> de la cuve de stockage de digestats liquide déjà existante sur le site ; la capacité de stockage de digestat passera ainsi à 23 586 m<sup>3</sup>, soit 11,8 mois ;

**CONSIDÉRANT** que la lagune déportée à Villeneuve-sous-Dammartin et sur le site de l'installation de méthanisation à Marchémoret sont dimensionnées pour collecter les pluies courantes (51,9 mm/mois, soit 622 mm/an) ; elles disposeront, par sécurité, d'une revanche de 50 centimètres ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier indique que l'emplacement de la future lagune est situé à plus de 200 mètres des premières habitations ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard des mesures prévues pour l'intégration paysagère de la future lagune (clôture grillagée de teinte verte complétée par des plantations d'arbres et d'arbustes d'essences locales), le pétitionnaire conclut que l'impact sur le paysage sera négligeable ;

**CONSIDÉRANT** les mesures prévues pour la préservation de la nappe locale superficielle à 5 mètres de profondeurs et sous-jacente, l'Eocène moyen et supérieur à 28 mètres par rapport au sol ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier mentionne que la parcelle d'implantation de la lagune se situe en zone agricole ;

**CONSIDÉRANT** que le mémoire en réponse transmis le 17 novembre 2025 par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE répond aux questions et observations émises dans le cadre de la consultation du public ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales prévues par l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les caractéristiques du projet, eu égard aux conditions prévues à l'article L. 512-7-2 du Code de l'environnement, ne justifient ni de soumettre ce projet à évaluation environnementale, ni d'instruire le dossier d'enregistrement susvisé selon les règles de la procédure de l'autorisation environnementale, compte tenu notamment :

- de l'examen de la sensibilité environnementale du milieu au regard de l'ensemble des critères mentionnés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- de l'analyse du cumul des incidences du projet avec d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux dans la zone ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et Marne ;

## **ARRÊTE**

### **Article premier :**

La demande d'enregistrement de la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE, dont le siège social est situé Chemin des Vignettes à MOUSSY-LE-VIEUX (77230), déposé complet et recevable le 26 mai 2025 au

titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), relative à la modification des conditions d'exploitation d'une installation de méthanisation qu'elle exploite au lieu-dit « La Crouillère », sur le territoire de la commune de Marchémoret, à la création d'une lagune déportée sur le territoire de la commune de Villeneuve-sous-Dammartin et à la modification du plan d'épandage, **est enregistrée** dans les conditions fixées en annexe du présent arrêté.

La société PLAINES DE FRANCE ENERGIE (SIREN n° 850156217), est ci-après identifiée comme « l'exploitant ».

Le présent arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans (article R. 512-74 du code de l'enregistrement).

## **Article 2 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 3 : Sanctions**

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précède, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-6 et suivants du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ceci sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

## **Article 4 : Information dans l'établissement**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

## **Article 5 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie des communes de Marchémoret et de Villeneuve-sous-Dammartin et peut y être consultée.
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie des communes de Marchémoret et de Villeneuve-sous-Dammartin pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
3. L'arrêté est adressé aux conseils municipaux des communes de Lagny-le-Sec, Longperrier, Marchémoret, Le Mesnil-Amelot, Montgé-en-Goële, Moussy-le-Neuf, Moussy-le-Vieux, Plailly, Rouvres, Saint-Mard, Saint-Witz, Survilliers, Thieux, Villeneuve-sous-Dammartin, Villeron.
4. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Article 6 : Notification et exécution**

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Meaux,
- les Maires de Marchémoret et de Villeneuve-sous-Dammartin,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté. Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Sébastien LIME

## **Destinataires d'une copie :**

- la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE,
- les Maires et leurs conseils municipaux des communes de Lagny-le-Sec, Longperrier, Marchémoret, Le Mesnil-Amelot, Montgé-en-Goële, Moussy-le-Neuf, Moussy-le-Vieux, Plailly, Rouvres, Saint-Mard, Saint-Witz, Survilliers, Thieux, Villeneuve-sous-Dammartin, Villeron,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Déléguée Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR et DDT/STAC).

## **Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
  - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

## TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE 1.1. NATURE ET LOCALISATION DE L'INSTALLATION

#### ARTICLE 1.1.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

Nomenclature annexée à l'article R. 511-9 (ICPE) du Code de l'environnement :

Rubrique	Nature des activités	Éléments caractéristiques	Régime*
2781-2-b	<p>Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production</p> <p>2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux</p> <p>b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j</p>	<p>Capacité de traitement : 99,9 t/j</p> <p>Tonnage de matières entrantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 97,4 t/j de déchets de végétaux</li> <li>- 2,5 t/j de biodéchets</li> </ul> <p>Capacité de production de biogaz : 9 600 Nm<sup>3</sup>/j (400 Nm<sup>3</sup>/h)</p> <p>Quantité de gaz inflammable susceptible d'être présente : 2,6 t</p> <p>Intrants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• déchets végétaux et autres matières végétales : ensilage maïs, CIVE (Seigle, Escourgeon), jus de silos, issus de silos, pulpe de betteraves à sucre : 35 550 t/an</li> <li>• biodéchets (glycérine) ne nécessitant pas de traitement par hygiénisation sur site : 900 t/an</li> </ul>	E

\* E : enregistrement.

**Nomenclature visée à l'article R. 214-1 (IOTA) du Code de l'environnement :**

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et volume des activités	Régime *
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface drainée par le projet : 3,33 ha	D

\*D : Déclaration.

**ARTICLE 1.1.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'installation est située sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Marchémoret	XA	16
	XA	17
Villeneuve-sous-Dammartin	C	21
	C	153

L'installation mentionnée à l'article 1.2.1 du présent arrêté est reportée avec ses références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

**CHAPITRE 1.2. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

**ARTICLE 1.2.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément :

- aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'enregistrement déposé le 28 octobre 2023, complétée les 9 mars 2024, 7 mai 2024, 11 novembre 2024, 28 février 2025 et 26 mai 2025 ;
- aux prescriptions réglementaires mentionnées dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement et dans le présent arrêté, les dispositions applicables étant celles les plus limitatives prévues par ces textes.

### **CHAPITRE 1.3. MODIFICATIONS, TRANSFERT, CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **ARTICLE 1.3.1. MODIFICATION DU CHAMP DE L'ENREGISTREMENT**

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'enregistrement est soumise à la délivrance d'un nouvel enregistrement, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'enregistrement avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'enregistrement dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 1.3.2. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **ARTICLE 1.3.3. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert des installations sur un autre emplacement que celui prévu à l'article 1.2.2 nécessite une nouvelle demande d'enregistrement.

#### **ARTICLE 1.3.4. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Lorsque le bénéfice de l'enregistrement est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit ce transfert.

#### **ARTICLE 1.3.5. CESSATION D'ACTIVITÉ**

Lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci, et satisfait aux dispositions visées aux articles R. 512-46-25 et suivants du Code de l'environnement.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site compatible avec l'usage déterminé au dernier alinéa du présent article.

Les usages à prendre en compte dans le cadre de la remise en état du site sont les suivants : activités agricoles.

## **CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### **ARTICLE 1.4.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent, les textes suivants (liste non exhaustive) :

- l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique « n° 2781 » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- ou tout autre texte pris en application de l'article L. 512-7-3 du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 1.4.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉALIMENTATION**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code rural, le Code du travail, le Code général des collectivités territoriales, et la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent enregistrement ne vaut pas permis de construire.

## **CHAPITRE 1.5. DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 1.5.1. ABROGATIONS**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2021/45/DCSE/BPE/IC du 24 septembre 2021 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

---

## **TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

---

### **ARTICLE 2.1. MISE EN SERVICE DE L'INSTALLATION**

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la réalisation de chacune des modifications susvisées, dans le mois qui suit leur mise en route.

### **ARTICLE 2.2. INTRANTS**

La nature et la provenance des intrants méthanisés dans l'installation exploitée par la société PLAINES DE FRANCE ENERGIE est limitée à celles définies dans le dossier de demande d'enregistrement mentionné à l'article 1.2.1.

### **ARTICLE 2.3. ÉPANDAGE**

Le digestat produit par l'installation est épandu selon le plan d'épandage défini dans le dossier de demande d'enregistrement.

Ce plan d'épandage totalise la surface de 1 307 ha de surfaces agricoles utiles. Les parcelles concernées, mises à disposition par 5 exploitations agricoles, sont situées sur le territoire de 12 communes : Lagny-le-Sec, Longperrier, Marchémoret, Le Mesnil-Amelot, Moussy-le-Neuf, Moussy-le-Vieux, Plailly, Saint-Witz, Survilliers, Thieux, Villeneuve-sous-Dammartin, Villeron.

Les parcelles situées dans les projets de périmètre de protection rapprochées des captages de Moussy-le-Vieux 3 et Moussy-le-Vieux 4 ne reçoivent aucun digestat dans l'attente de leur instauration par Déclaration d'Utilité Publique (DUP). Ces parcelles sont susceptibles d'être exclues du plan d'épandage par l'exploitant en fonction des restrictions définies par ces DUP.

### **ARTICLE 2.4. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'ADMISSION DE GLYCÉRINE**

L'exploitant élabore un cahier des charges pour définir la qualité de la glycérine admissible dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères que la glycérine doit satisfaire et dont la vérification est requise.

L'exploitant demande au producteur de glycérine une information préalable en vue d'en vérifier l'admissibilité avant la première admission. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

Cette information préalable contient a minima les éléments visés à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé. Elle est complétée par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe VII a de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Les cuves de stockage de la glycérine sont entreposées sur une plateforme imperméable. En cas de déversement accidentel de glycérine, les effluents sont gérés conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé.

Les cuves sont situées dans la zone de rétention des cuves des digesteurs.

Le remplissage des cuves est contrôlé par des graduations mentionnées sur la hauteur de la cuve et un trou d'homme afin d'éviter toute possibilité de débordement lors de leur remplissage.

Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 2.5. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU DÉBOURBEUR - DÉSHUILEUR**

Un débourbeur – déshuileur est placé entre le bassin de décantation et le bassin de rétention.

Il est vidangé et curé lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder 2 ans. Les fiches de suivi du nettoyage du décanteur – déshuileur, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de suivi des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.